Ressources sur la
non-violence

Bulletin du Centre de ressources sur la non-violence

1945, Mullins, bureau 160, Montréal (Québec) H3K 1N9
Tél. : 514 272-5012 > crnv@nonviolence.ca > www.nonviolence.ca

Volume 5 > Numéro 2 > Été 2013

« Une École soutenue par sa communauté »

Un nouveau laboratoire social dans Pointe-Saint-Charles

Le choc de la loi sur la lutte à l'intimidation et la violence

En juin dernier, les députés de l'Assemblée nationale du Québec ont enfin adopté le projet de loi 56, devenu Loi visant à prévenir et à combattre l'intimidation et la violence à l'école.

L'intention du législateur est louable. Mais, pour qui connaît l'ampleur des charges scolaires et administratives que doivent assumer les professionnels des écoles pour répondre aux exigences bureaucratiques et académiques du Ministère de l'Éducation, l'adoption du projet de loi constitue tout un choc. La mise en œuvre des nombreux mécanismes pour rendre opérante la loi représente tout un défi. Elle force à un rythme accéléré l'application de la loi. Et surtout quand la pression publique s'en mêle.

Dans le concret, la loi met l'emphase sur la dénonciation, le processus de signalement, la sanction et le suivi. Aussi a-t-elle poussé les écoles à développer des plans et des guides d'intervention, des protocoles de signalement et de suivi des sanctions, etc. où n'apparaît pas la moindre projection d'action préventive.

Avec la publication de ces plans et de leurs mécanismes de dénonciation, nombreuses sont les écoles qui craignent, avec raison, qu'à partir de septembre 2013, un flot de plaintes diverses, tant fondées qu'infondées, n'inonde un personnel déjà surchargé et rende l'intervention même inefficace.

Mobiliser la communauté en soutien à son école

Après avoir investi en catastrophe sur des plans réactifs de lutte à la violence, certains professionnels des écoles, réalisent, fort heureusement, qu'elles devront mettre en œuvre des mesures de prévention. Elles l'ont compris, le futur pour un milieu scolaire harmonieux repose sur la mobilisation des parents, une réalité bien visible dans le Réseau des écoles publiques alternatives du Québec.

Aussi, pour bien des écoles, le fonctionnement efficace dépend d'une étroite collaboration avec les CPE, les organismes d'aide alimentaire, les organismes de sport étudiant et d'aide au devoir, les maisons de jeunes, etc.

En fait, dans de nombreuses écoles, l'école soutenue par sa communauté est devenue une réalité incontournable. La voie pour véritablement mettre en échec les gestes d'intimidation et de violence passe par un raffermissement des collaborations entre les écoles, les parents et le milieu communautaire.

C'est en ce sens qu'il faut comprendre la proposition du Conseil supérieur de l'éducation, il y a quelques années, de transformer l'école en une communauté éducative : une école qui mobilise tous ses acteurs, autant à l'interne que dans la communauté environnante, et qui mise sur le partage et la qualité de leurs relations pour réaliser sa mission de formation.

Mobilisation en cours dans Pointe-Saint-Charles

Nous sommes en plein arrondissement Sud-Ouest de Montréal, à Pointe-Saint-Charles, ce tout petit quartier nanti d'une longue tradition d'organisation et de mobilisation communautaire. Des liens ont été établis entre Action Gardien, le projet Informel et le Centre de ressources sur la non-violence (CRNV) dans le but de stimuler la collaboration entre l'école et le milieu communautaire et soutenir les initiatives pour l'épanouissement scolaire des écoles du quartier.

Action-Gardien est une Table de concertation d'une vingtaine d'organismes communautaires et associatifs. C'est l'outil que se sont donné les citoyens du quartier depuis 1981 pour partager informations et expériences et agir ensemble sur les dossiers qui influencent leurs conditions de vie. Des concertations de l'Action Gardien, est né le projet « Informel », une initiative de concertation pour promouvoir et soutenir l'implication des parents dans la vie scolaire et communautaire de leurs enfants.

Grâce à la collaboration entre l'Informel et le réseau Outils de paix, représenté par le CRNV, un pont est maintenant bâti avec les écoles du quartier en vue d'un projet-pilote d'école soutenue par sa communauté.

Ainsi dès novembre 2012, en collaboration avec les écoles de notre secteur, Saint-Gabriel, Charles Lemoyne et Jeanne Le Ber, le milieu communautaire se mobilise pour la création d'un plan concerté de prévention de la violence et de l'intimidation. Le CRNV, représentant des organismes Outils de Paix, contribue à faire évoluer cette mobilisation.

Les écoles ont déjà mis en place un bon nombre de mesures de développement des habiletés pro-sociales et les organismes communautaires du milieu y sont déjà très actifs. Il y a nécessité de consolider ce qui se fait déjà et de mieux planifier l'arrimage des initiatives.

La clé de la réussite dans la prévention de la violence à l'école, c'est avant tout une vision de l'école soutenue par sa communauté.

NOUVELLES BRÈVES

Par Gerry Pascal

Israël > Depuis le 30 mai 2013, Natan Blanc, le jeune objecteur de conscience israélien de 20 ans, est maintenant dispensé du service militaire que voulait lui imposer l'administration de son pays. L'exemption lui a été accordée six mois après son refus de servir dans l'armée de son pays qu'il considère comme une armée d'occupation. Depuis qu'il s'est rendu à la base militaire pour faire sa déclaration de désobéissance, il a fait l'objet de dix condamnations suite auxquelles il a purgé au total 178 jours d'emprisonnement. En apprenant la nouvelle de l'exemption, le musicien israélien Daniel Barenboïm a réagi en reprochant à Israël d'oublier « le courage moral » qui a marqué la vie de son peuple à travers des siècles. *Le fait qu'un jeune fut condamné à la prison pour objection de conscience montre que, malheureusement, les politiques israéliennes actuelles ne sont pas injustes seulement envers les Palestiniens – elles ont comme résultat une décadence dans la morale civique des Israéliens*, a-t-il expliqué. **www.wri-irg.org**

Ethiopie > Le 6 juin 2013, le CRNV a reçu un message d'Amnistie Internationale Canada demandant l'appui à l'action contre la détention du journaliste éthiopien Eskinder Nega.

Le journaliste vient de passer 18 ans de sa vie en prison. Son crime? Il a milité pour la liberté d'expression et pour l'abolition de la torture en Éthiopie. Il y a six ans, grâce à l'appui d'Amnistie Internationale et ses membres, la famille Nega a réussi à le faire libérer. Mais, récemment, le gouvernement a passé une loi « contre le terrorisme » qui a eu pour conséquence des mesures pour museler tous ceux qui, comme Eskinder, le critique. L'emprisonnement, la menace d'une peine de mort ainsi que la pression exercée sur sa famille sont autant des moyens qu'utilise le gouvernement pour qu'Eskinder arrête d'écrire et de publier.

members@amnesty.ca - 1-800-266-3789.

Québec : Inquiétude grandissante dans les organismes citoyens > Le Québec citoyen est reconnu depuis de nombreuses années pour sa mobilisation autour d'enjeux majeurs que fait émerger la vie en société. Des citoyens se mobilisent depuis de nombreuses années pour revendiquer un filet social, le respect de l'environnement, l'employabilité, les meilleures conditions d'intégration des nouveaux-arrivants, un transport en commun efficace, la solidarité internationale, etc.

Les gouvernements socio-démocrates ont presque toujours compris la nécessité de soutenir les actions citoyennes qui aident à mieux cerner ces enjeux et à agir efficacement. Ces gouvernements ont également toujours reconnu les organismes sans but lucratif comme des lieux de rapprochement de plusieurs secteurs de la société et comme des cadres de soutien aux mesures d'employabilité. Ces organismes peuvent se constituer un membership, solliciter des dons, lancer des campagnes, approcher les secteurs philanthropiques privés, cueillir des fonds et offrir des emplois. En fait, encourager les citoyens à s'organiser coûte moins cher que grossir le nombre de fonctionnaires ou multiplier les ministères.

Eh bien, les choses ont bien changé! Au fédéral comme au provincial, les impératifs de rationalisation l'emportent sur tout et la plupart d'organismes citoyens font face à d'importantes coupures de Fonds publics, entraînant des pertes énormes d'emploi. C'est déjà le cas au Y des Femmes, au YMCA, à Equitas, à Alternatives, à Développement et paix, à Droits et Démocratie, etc. Bien peu d'organismes ont dorénavant accès aux miettes des Fonds publics.

Nos gouvernements contraignent et surveillent… les plus faibles !

À lire sur notre site

Patiner pour la paix : Sports et sportifs à la rescousse d'organismes charitables > Depuis le printemps 2012, des démarches de rapprochement s'effectuent entre le Réseau « Outils de Paix », un réseau québécois d'organismes travaillant pour la prévention de la violence, et la Fédération de patinage de vitesse du Québec afin d'associer la cause de la paix à ce sport. La collaboration autour du 24H Roller Montréal, un défi à relais de patins à roues alignées en équipe de 10, a constitué dès septembre 2012, un premier pas dans cette direction. L'événement en est à sa 10ème édition cette année. Comme l'année dernière, une part importante des bénéfices de l'événement prévu du 24 au 25 août 2013, sera versée au réseau "Outils de paix".

Commission Vérité et Réconciliation-Montréal > Du 24 au 27 avril 2013, dans le cadre de la Commission nationale Vérité et Réconciliation(CNVR), un grand rassemblement s'est tenu à Montréal à l'Hôtel Reine Elizabeth.

La CNVR a été mise sur pied dans le but d'enquêter sur les abus dans les écoles résidentielles au Québec. Elle constitue un forum où les représentants de pensionnats autochtones peuvent partager leurs expériences en privé et en public. De plus, elle a été motivée par la volonté de 1) permettre à la population canadienne de s'instruire sur les 150 années d'histoire de ces écoles, 2) réfléchir sur les conséquences tragiques (déracinement culturel, effets du racisme, nombreux sévices et abus sexuels, etc.) des conditions de vie déplorables qu'elles offraient et, peut-être, 3) jeter les bases pour le processus difficile de réconciliation et de guérison (...).

Procès contre Rios Montt > Le procès historique contre l'ex-dictateur et général Efraín Rios Montt, et pour génocide et pour crimes contre l'humanité à l'encontre des populations mayas, a connu de nombreux bouleversements (…).

Le procès a donné la tribune à plus de 60 experts et près d'une centaine de témoins d'origine maya Ixil ayant survécu aux exactions commises durant le règne de l'ex-dictateur. Parmi ces témoins, 94 ont signalé qu'au moins un membre de leur famille fut assassiné par les forces armées. Rappelons qu'Efraín Rios Montt a été à la tête d'un gouvernement militaire pendant un peu plus d'un an entre 1982 et 1983, période qualifiée comme la plus meurtrière du conflit armé interne qui a sévi au Guatemala de 1960 à 1996.

www.paqg.org/node/297

www.nonviolence.ca

Relever le défi de la prévention

Pour contrer les violences, le défi est toujours de pouvoir détecter les conditions préalables aux situations de violence, d'agir sur ces conditions aussi efficacement que possible pour épargner les personnes des conséquences d'actes désespérés.

Prévenir les situations de violence, c'est, en fait, cibler les clientèles qui vivent des conditions de vie avec un certain nombre de facteurs de risque.

Un inventaire de facteurs de risque dans le contexte des violences conjugales a été dressé par L'Institut national de santé publique du Québec. Ce sont des facteurs qui peuvent être étendus à bien d'autres contextes et aider à comprendre l'origine de nombreuses situations de violence. Ces facteurs sont individuels, relationnels, communautaires et sociétaux ; ils augmentent le risque d'être victime ou agresseur.

Ces facteurs ne sont pas nécessairement les causes des violences conjugales. Mais ils jouent un rôle important dans une combinaison de facteurs qui s'accumulent et génèrent auprès de la personne l'impression qu'aucune autre issue n'est possible.

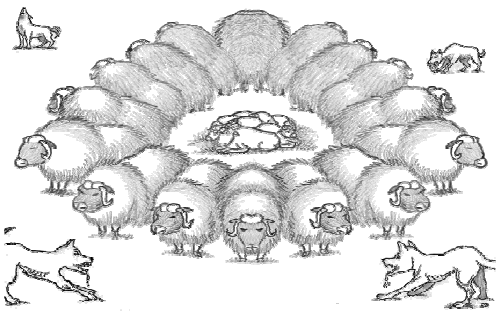
Une collaboration avec le programme de Technique d'éducation spécialisée

Afin de pouvoir expérimenter efficacement les formes d'intervention citoyenne préventive face à la violence, le réseau « Outils de paix » a choisi de s'investir dans une approche de collaboration avec le programme d'éducation spécialisée du CEGEP de Victoriaville.

Cette collaboration entre le milieu communautaire et une institution scolaire de niveau collégial offre une opportunité unique pour promouvoir des approches intéressantes et prometteuses de prévention de la violence, des approches généralement peu documentées et très peu connues.

La technicienne ou le technicien en éducation spécialisée est appeléE à intervenir auprès de personnes présentant, ou susceptibles de présenter, différentes difficultés d'adaptation ou d'insertion sociale.

Elle/il intervient auprès de personnes ayant des déficiences physiques et psychologiques, des troubles d'interaction, des troubles mentaux ou d'autres troubles de santé, ces conditions souvent individuelles qui affectent grandement les facteurs relationnels, communautaires et sociétaux des personnes affectées. Les interventions des technicienNEs doivent aussi être adaptées à toutes les tranches d'âge puisque les personnes peuvent être affectés par les facteurs de façons différentes, selon qu'il s'agit d'enfants, d'adolescents, d'adultes ou de personnes aînées.



Une recherche collaborative: des co-chercheurEs étudiantEs

Le projet-pilote qui sera conduit par les organismes communautaires en intervention préventive se fera grâce à une collaboration avec les étudiantEs de troisième année du programme de Technique en éducation spécialisée. Les organismes travailleront donc avec des finissantEs dont la formation met à l'avant-plan l'intervention auprès d'une clientèle variée et des besoins particuliers (scolaire, avec déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme, avec trouble d'attachement ou de santé mentale, etc.). Ces étudiantEs ont aussi apprivoisé des formes d'apprentissage pratiques, axées sur l'expérimentation, l'intervention et l'action professionnelle dans un cadre institutionnel. Elles/ils possèdent les habiletés de base pour mettre en pratique de nouvelles approches d'intervention.

La collaboration entre le réseau « Outils de paix » et les étudiantEs de troisième année du CEGEP de Victoriaville entend se matérialiser avec la mise en œuvre du stage de la sixième session de formation des techniciens. Le stage sera programmé 4 jours/semaine, tout au long de la session. Pour ces étudiantEs familierEs avec les besoins de clientèles vulnérables, le défi à relever sera imposant dès la première année. Elles/ils devront être en mesure de:

- mieux saisir ce que sont ces approches d'accompagnement communautaire préventif ;
- voir si ces approches sont adaptées à certains besoins de clientèles de leur communauté à Victoriaville;
- déterminer les conditions qui peuvent permettre aux organismes communautaires de leur milieu de mettre en œuvre ces approches et
- Identifier des milieux où des approches d'accompagnement communautaire préventif peuvent être mises en place à Victoriaville.

Apprécier les capacités du milieu

Les trois questions auxquelles auront à répondre les étudiantEs participant à la recherche collaborative avec les organismes du Réseau « Outils de paix » sont les suivantes :

-Y a-t-il des clientèles du milieu qui seraient sujettes à bénéficier d'un service d'accompagnement communautaire préventif?

-Quelles conditions communautaires doivent être mises en place pour faciliter la mise en œuvre d'un service d'accompagnement?

-Quelles compétences élémentaires doivent être transmises à une accompagnatrice ou accompagnateur pour qu'elle/il puisse efficacement et de façon sécuritaire jouer pleinement ce rôle auprès des personnes vulnérables?

En principe, les technicienNEs en éducation spécialisée sont les meilleures personnes pour apprécier les pré-conditions nécessaires à la mise en œuvre de tels services. Leur formation est orientée vers l'analyse et l'évaluation des problématiques de la personne avec sa famille et son milieu. L'éducatrice ou l'éducateur spécialisé est en mesure d'élaborer un plan d'intervention adapté et effectuer des interventions individuelles ou de groupe.

L'approche communautaire n'est donc qu'une composante complémentaire à ce travail. **www.tinyurl.com/facteur-risque.**

Laboratoire pour un financement autonome

Dans le cadre des campagnes de financement du regroupement d'organismes *Outils de Paix*, le CRNV et l'organisme jeunesse Katimavik poursuivent une sérieuse option que représente l'association avec une organisation sportive. Au nom d'*Outils de Paix*, nos deux organismes se sont associés avec la Fédération de patinage de vitesse du Québec et ont accepté de s'impliquer dans les préparatifs pour publiciser l'événement 24h Roller Montréal, un événement important prévu à la fin du mois d'août 2013. En cas de succès d'un tel événement, *Outils de Paix* bénéficiera d'au moins 25 % des sommes amassées à concurrence de 16 000$.

Katimavik et le CRNV ont pris la responsabilité des communications et de la levée de fonds dans le cadre de cet événement. La publicisation du 24 h Roller Montréal est importante ; elle est le but visé par toutes les activités préliminaires comme le *Festival Plein air* tenu du 24 au 26 mai 2013 au parc Jean Drapeau où de jeunes « ambassadrices », qui sont pour la plupart entraîneuses au patinage de vitesse en cours de saison, offraient un atelier d'initiation au patin à roues alignées pour les jeunes de 8 à 13 ans.

www.blog.24roller.com
www.katimavik.akaraisin.com/24roller

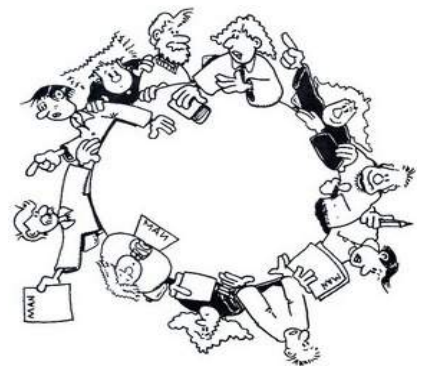
Nouvelle dynamique pour notre centre de documentation

Au cours des deux dernières années, d'importants travaux de réaménagement ont été effectués au centre de documentation du CRNV. Deux tâches principales étaient au cœur de tout le réaménagement : 1) l'élagage, qui a permis de sortir de notre banque de données tous les livres non ou peu utilisables compte tenu des projets récurrents du Centre ; 2) le transfert des livres élagués à des bibliothèques publiques. L'idée était de s'assurer que le matériel sur la non-violence à peine utilisable par le Centre soit à la portée des bibliothèques capables de les maintenir en circulation.

Cette année, avec la plus grande présence au Centre de Tim, un membre du C.A. intéressé à la bibliothéconomie, les travaux s'orientent vers la formation d'une structure de gestion.

Tim y est allé des propositions de structure et d'un mode de fonctionnement. Il a soumis au C.A. un document de base qui met l'accent sur l'importance d'avoir un coordonnateur et sur quelques tâches majeures pour un fonctionnement minimal d'une bibliothèque.

Il a même offert d'assumer, au moins temporairement, ce rôle de coordonnateur de notre centre de doc.



Site du CRNV : Bientôt un nouveau visage

Avec la collaboration d'un étudiant embauché par le Centre dans le cadre des Emplois d'été étudiants de Service Canada, l'exécutif du CRNV travaille présentement à une refonte du site Internet *nonviolence.ca*.

Depuis près d'une dizaine d'années, en effet, nos pages web n'ont pas changé. Nos moyens de communications Internet reposent sur l'application de publication dynamique Joomla. Cette application nécessite des mises à jour régulières que nous n'avons cependant pas effectuées, faute de moyens et de ressources humaines compétentes en la matière.

En utilisant plusieurs moteurs de recherche, le site du CRNV demeure une référence importante sur la non-violence pour les internautes francophones. *Nonviolence.ca* trône toujours au sommet des pages d'informations sur l'action non-violente. Mais l'expérience des médias sociaux tels que Twitter et Facebook nous confirment que le choix d'un site Internet performant est la meilleure garantie de diffusion pour les idées relatives à la non-violence.

Avec un meilleur outil, nous espérons aussi bien pouvoir assurer la pérennité des contenus en ligne qu'expérimenter plus efficacement la complémentarité des médias numériques de communication.

Journées de la Citoyenneté au CVM :

Du 15 au 19 avril 2013, le Collège du Vieux-Montréal organisait sa 7ème édition de la Semaine de la citoyenneté. Normand Beaudet du Centre de ressources sur la non-violence y a été invité pour débattre avec Marcos Ancelovici, professeur de Sociologie à McGill, sur le thème : « désobéissance civile, de la dissidence à l'obstruction ». Pour le personnel et les étudiants du collège, cette conférence offrait l'occasion d'un retour critique sur les luttes étudiantes du printemps et de l'été 2012.

L'événement a eu lieu dans un amphithéâtre bondé d'étudiantEs intéresséEs aux questions des luttes citoyennes ou cherchant plus d'éclairage sur la notion de « désobéissance civile », une notion qui a fait couler beaucoup d'encre pendant la crise.

Cette conférence fut une autre opportunité de collaboration entre notre organisme et le CEGEP, un moment intéressant pour faire valoir auprès des jeunes la non-violence dans les luttes sociales au Québec.

Le Centre de ressources sur la non-violence est un centre d'action, de formation et d'information pour la promotion de la non-violence. Celle-ci est une façon de vivre et de lutter dont la force et l'efficacité sont illustrés par les différents champs d'action du Centre.

Bibliothèque nationale du Québec — Dépôt légal: 1er trimestre 2009

Ont collaboré à ce numéro:
Normand Beaudet, Gerry Pascal, Shimbi Katchelewa, Alexandre Vidal et Marie-Dominik Langlois.

La reproduction totale ou partielle des informations et articles contenus dans ce bulletin est fortement encouragée… si la source est bien indiquée.